

PARC NATIONAL DU MERCANTOUR

Décision n° 2018-203

autorisant le prélèvement d'espèces animales et de minéraux
en dérogation aux règles de protection du milieu naturel ainsi que la circulation d'un
véhicule nautique dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

VU l'arrêté du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à
l'ensemble des parcs nationaux, et notamment son article 3,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national
ainsi que les modalités 2 et 31 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente
de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour

VU l'arrêté n°2013-09 du 3 juin 2013 instituant la zone réglementée des gravures
rupestres des Merveilles et de Fontanalbe,

VU la demande présentée le 20 mai 2018 par Monsieur CAVALLI Laurent pour le
compte de l'IMBE

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à
l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

Considérant que la demande est pour partie relative à une prestation commanditée par
le Parc National du Mercantour,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace
de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en
2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Décide

Article 1 :

L'Institut méditerranée de biodiversité et d'écologie marine et continentale (IMBE),
représenté par son directeur Monsieur TATONI Thierry et ci-après désigné "le
bénéficiaire", est autorisé aux conditions définies ci-après, à détenir, transporter et le
cas échéant, emporter en dehors du cœur de Parc national, des prélèvements d'eau,
des sédiments, de phytoplancton et de zooplancton.

Ces prélèvements sont réalisés dans le cadre

- d'une étude commanditée par l'Établissement public du Parc national du Mercantour
visant à évaluer le niveau de trophie du Lac des Grenouilles ;
- du programme PAVE (Past And present in Vulnerable Ecosystems) pour ce qui
concerne le Lac de Trécolpas.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la période allant du 20 juin au 1^{er} octobre 2018 sur les secteurs suivants :

- Lac des Grenouilles
- Lac de Trecolpas

Article 3 :

La présente autorisation est accordée au bénéfice des personnes suivantes :

- JACQUEMIN Coralie
 - CAVALLI Laurent
 - BERTRAND Céline
 - FRANQUET Evelyne
 - OURSEL Benjamin

Article 4 :

Hors espèces protégées, les spécimens autorisés à la collecte durant la campagne d'inventaire/suivi sont les suivantes:

- toutes espèces d'invertébrés benthiques, de phytoplancton et de zooplancton ;
- toutes natures de sédiments.

Article 5 :

Le matériel autorisé pour la capture des spécimens ainsi que les prélèvements d'eau et de sédiment est le suivant :

- sur le lac des Grenouilles, bouteille Niskin, benne Eckman, bouteille de prélèvement intégré de type cloche Pelletier, filets à plancton ;
- sur le lac de Trécolpas, carottier dans la limite d'un prélèvement de 1 à 2 m de profondeur sur diamètre de forage 80 mm.

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de ses prospections :

6.1. Un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses recherches (comprenant liste d'espèces commentée, commentaires sur les écosystèmes prospectés et préconisations relatives à la gestion des milieux) ,

6.2. Une compilation de l'intégralité de ses données dans le format prédéfini (cf. annexe 4, 5 et 6). Ces données seront par la suite transmises, par le Parc national du Mercantour à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), et rendues accessibles depuis le site web de l'INPN (www.inpn.fr) (les localisations seront cependant rendues imprécises pour le grand public). Cette transmission peut également se faire via la saisie directe des données sur Cardobs, outil de saisie lié à l'INPN, suite à l'acquisition d'un login/mot de passe auprès d'un administrateur Cardobs (cardobs@mnhn.fr).

La procédure choisie devra être communiquée à la chargée de mission Partenariats Scientifiques au Parc national du Mercantour.

Article 7 :

Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

Une version numérique de toute publication liée au projet devront être transmises au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 8 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler en-dehors des itinéraires balisés de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

Article 9 :

9.1. La présente décision vaut autorisation de circuler et, le cas échéant, de stationner à bord d'un véhicule nautique sur les lacs des Grenouilles et de Trécolpas, à condition que celui-ci soit non motorisé.

9.2. L'acheminement du véhicule nautique par héliportage n'est pas autorisé.

9.3. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du parc national.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera l'un des services territoriaux en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

Contacts :

- service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr) et son adjoint au S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

- service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15

chef du S.T – LOUVET Sébastien (sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)
adjoint du S.T - PARDI Jean-Luc (jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr)

Article 10 :

Le bénéficiaire devra obligatoirement se présenter aux chefs ou adjoints des services territoriaux concernés avant d'engager toute opération, notamment toute installation de piège ou instrument de mesure, et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront lui être données dans le cadre de la présente décision.

Ces sujétions sont à la charge du bénéficiaire.

Article 11 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, ainsi que la réglementation particulière à la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe s'appliquera sans réserve sur toute la durée de la présente autorisation – cf. annexe 3.

La présente autorisation ne vaut pas dérogation à la réglementation sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement et ne dispense pas de solliciter auprès de l'autorité compétente les autorisations correspondant à cette réglementation.

De même, elle n'exonère pas le bénéficiaire de solliciter toutes les autres autorisations requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Article 12 :

Le bénéficiaire devra observer un comportement discret et éviter de mener ses activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes le sollicitant en ce sens, il devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

Article 13 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

A demande de ces derniers, le bénéficiaire est tenu de soumettre les prélèvements éventuels à leur contrôle.

Article 14 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 15 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 11 juin 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER